

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

5 JANVIER 1988

PROJET DE LOI

contenant des dispositions
complémentaires à l'article 92bis, §§ 4
et 5, de la loi spéciale du 8 août 1980
de réformes institutionnelles

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION, DES
REFORMES INSTITUTIONNELLES ET
DU REGLEMENT DES CONFLITS (1)

PAR
M. ANTOINE

Ce projet de loi a été examiné en réunion publique de commission.

(1) Composition de la Commission :
Président : M. Nothomb.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Bourgeois, Breyne,
Hermans, Moors, Uytten-
daele, Van Rompuy.
P.S. MM. Charlier (G.), De Raet,
Eerdekins, Happart, Mme
Onkelinx, M. Tomas.
S.P. MM. Galle, Vandebroucke,
Van Miert, Vanveltho-
ven.
P.V.V. MM. Cortois, Denys, Mme
Neyts-Uyttebroeck.
P.R.L. MM. Defraigne, Ducarme,
Gol.
P.S.C. MM. Antoine, Gehlen.
V.U. MM. Anciaux, Coveliuers.
Ecolo/ M. Simons.
Agalev

B. — Suppléants :

MM. Ansoms, Bosmans (F.), Bos-
mans (J.), Dhoore, Mme Merckx-
Van Goey, MM. Van Parys, Van Peel.
MM. Baudson, Biefnot, Cools, Di
Rupo, Féaux, Mottard, N.
M. Baldewijns, Mme Duroi-Vanhel-
mont, MM. Hancké, Laridon, N.
MM. Beysen, De Croo, Flamant,
Verhofstadt.
MM. De Decker, de Donnéa, Kubla.
Michel (L.).
MM. Laurent, Lebrun, Michel (J.).
MM. Candries, Gabriëls, Van Grem-
bergen.
M. Geysels, Mme Vogels.

Voir :

- 649 - 88 / 89 :

- N°1 : Projet de loi.
- N°2 et 3 : Amendements.
- N°4 et 5 : Avis du Conseil d'Etat.
- N°6 : Amendements.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

5 JANUARI 1988

WETSONTWERP

tot aanvulling van de bepalingen
van artikel 92bis, §§ 4 en 5, van de
bijzondere wet van 8 augustus 1980
tot hervorming der instellingen

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE HERZIENING VAN DE GRONDWET,
VOOR DE INSTITUTIONELE HERVORMINGEN
EN VOOR DE REGELING VAN CONFLICTEN (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER ANTOINE

Dit wetsontwerp werd besproken in openbare commis-
sievergadering.

(1) Samenstelling van de Commissie :
Voorzitter : de heer Nothomb.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Bourgeois, Breyne,
Hermans, Moors, Uytten-
daele, Van Rompuy.
P.S. HH. Charlier (G.), De Raet,
Eerdekins, Happart,
Mevr. Onkelinx, H. Tomas.
S.P. HH. Galle, Vandebroucke,
Van Miert, Vanvelthoven.
P.V.V. HH. Cortois, Denys, Mevr.
Neyts-Uyttebroeck.
P.R.L. HH. Defraigne, Ducarme,
Gol.
P.S.C. HH. Antoine, Gehlen.
V.U. HH. Anciaux, Coveliuers.
Ecolo/ H. Simons.
Agalev

B. — Plaatsvervangers :

HH. Ansoms, Bosmans (F.), Bos-
mans (J.), Dhoore, Mevr. Merckx-
Van Goey, HH. Van Parys, Van Peel.
HH. Baudson, Biefnot, Cools, Di
Rupo, Féaux, Mottard, N.
H. Baldewijns, Mevr. Duroi-Vanhel-
mont, HH. Hancké, Laridon, N.
HH. Beysen, De Croo, Flamant,
Verhofstadt.
HH. De Decker, de Donnéa, Kubla.
Michel (L.).
HH. Laurent, Lebrun, Michel (J.).
HH. Candries, Gabriëls, Van Grem-
bergen.
H. Geysels, Mevr. Vogels.

Zie :

- 649 - 88 / 89 :

- N°1 : Wetsontwerp.
- N°2 en 3 : Amendementen.
- N°4 en 5 : Advies van de Raad van State.
- N°6 : Amendementen.

DAMES EN HEREN,

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — QUESTIONS DE PROCEDURE

A. Scission en deux projets

Se référant à la suggestion de M. Gol, le Président propose de reprendre les amendements n^os 1 et 2 du Gouvernement du projet de loi contenant des dispositions complémentaires à l'article 92bis, §§ 4 et 5 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles sous forme d'un projet de loi distinct.

Ces amendements ont en effet un tout autre objet.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Région bruxelloise et des Réformes institutionnelles se dit prêt à accepter cette solution dans la mesure où les deux projets sont votés dans le même délai.

M. Gol estime que cette solution s'impose d'un point de vue légistique.

La commission marque son accord sur cette scission.

B. Ordre des travaux

M. Gol critique vivement la précipitation et l'improvisation qui président à la création d'une « juridiction de coopération » dans le cadre des dispositions complémentaires à l'article 92bis, §§ 4 et 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Doc. Chambre, n^o 649/3).

Faisant siennes les critiques formulées par le Conseil d'Etat, l'intervenant constate que le projet de loi comporte de graves lacunes sur le plan du contenu et de la procédure. Le texte devra également être affiné d'un point de vue légistique.

En ce qui concerne le fond, le membre déplore que l'article 61 du projet de loi de financement confie à un collège arbitral le règlement des conflits qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution des accords de coopération.

L'intervenant estime que les procédures arbitrales ne sont pas appropriées pour régler les conflits qui opposent des autorités publiques. L'introduction de la dénomination « juridiction de coopération » dans le cadre du projet de loi à l'examen ne modifie guère la nature juridique de la nouvelle procédure.

Toutefois, si le Gouvernement et la majorité s'obstinent à vouloir créer ces juridictions hybrides, l'intervenant demande que la Commission prenne au moins le temps nécessaire pour examiner de façon approfondie et régler tous les effets juridiques du projet de loi à l'examen. Il préconise dès lors la constitution d'une commission *ad hoc*, composée notamment de membres des différents partis et d'experts en droit judiciaire.

I. — PROCEDUREKWESTIES

A. Splitsing in twee ontwerpen

Onder verwijzing naar de suggestie van de heer Gol, stelt de Voorzitter voor dat de amendementen n^os 1 en 2 van de Regering bij het wetsontwerp tot aanvulling van de bepalingen van artikel 92bis, §§ 4 en 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen in een afzonderlijk wetsontwerp worden opgenomen.

In die amendementen is immers een geheel ander onderwerp aan de orde.

De Vice-Eerste Minister en Minister van het Brusselse Gewest en Institutionele Hervormingen is bereid die suggestie te aanvaarden mits beide ontwerpen binnen dezelfde termijn aangenomen worden.

De heer Gol acht die regeling uit een wettechnisch oogpunt noodzakelijk.

De commissie is het met die splitsing eens.

B. Regeling van de werkzaamheden

De heer Gol oefent scherpe kritiek uit op de overhaasting en improvisatie waarmee thans tot de oprichting van een « samenwerkingsgerecht » wordt overgegaan tot aanvulling van de bepalingen van artikel 92bis, §§ 4 en 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (Stuk Kamer 649/3 - 88/89).

Aansluitend bij de kritische opmerkingen van de Raad van State, stelt spreker vast dat het wetsontwerp belangrijke inhoudelijke en procedurële leemten vertoont. Ook op het legistieke vlak lijkt verfijning van de tekst onontbeerlijk.

Ten gronde betreurt het lid vooreerst dat artikel 61 van het financieringsontwerp de regeling van conflicten, die uit de integratie of de uitvoering van de samenwerkingsakkoorden zouden kunnen ontstaan, toevertreut aan een scheidsrechterlijk college.

Spreker acht arbitrageprocedures ongeschikt voor de beslechting van conflicten tussen publiekrechtelijke overheden. De invoering van de benaming « samenwerkingsgerecht », in het kader van onderhavig wetsontwerp, verandert weinig aan de juridische aard van de nieuwe procedure.

Indien de regering en de meerderheid de oprichting van voormalde hybride rechtscolleges evenwel blijft verdedigen, vraagt spreker dat de Commissie ten minste de nodige tijd zou nemen om alle juridische gevolgen van onderhavig wetsontwerp grondig te onderzoeken en te regelen. Hij breekt dan ook een lans voor de oprichting van een commissie *ad hoc*, onder meer samengesteld uit leden van de verschillende partijen en uit deskundigen in het gerechtelijk recht.

M. De Croo se rallie à cette suggestion et propose que la Commission procède à un examen approfondi du projet examen qui pourrait être achevé avant le vote final du projet de loi de financement au Sénat.

Mme Neyts-Uyttebroeck se rallie également aux propositions précitées. Elle estime inacceptable que de nouvelles juridictions soient créées en l'absence d'une infrastructure juridique adéquate. Si les groupes de la majorité ont amendé fondamentalement le projet initial du Gouvernement, on peut néanmoins difficilement admettre que le texte à l'examen constitue un ensemble légistique parfait, cohérent et définitif.

Eu égard à la mission fondamentale de ces nouvelles juridictions dans la structure fédérale, le projet à l'examen devrait faire l'objet de la plus grande attention.

M. Antoine fait observer que les amendements repris dans le document n° 649/3 visent à améliorer le projet initial en tenant compte de l'autonomie des parties. Dans son avis sur ces amendements, le Conseil d'Etat n'émet d'ailleurs pas d'objections fondamentales. En outre, parmi les remarques qu'il fait, certaines sont sans objet parce qu'elles se réfèrent au projet de loi de financement sans tenir compte des modifications qui y ont été apportées en Commission. *M. Antoine* tient également à rappeler que l'opposition a été invitée à élaborer les amendements au projet de loi n° 649.

Le Vice-Premier Ministre souligne que lors de la discussion du projet de loi spéciale modifiant la loi du 8 août 1980, certains, tant à la Chambre qu'au Sénat, ont émis des craintes sur l'application des nouvelles dispositions de l'article 92bis, §§ 2 et 3, insérés dans la loi. Ces craintes devraient être apaisées puisque les articles 61 et 62 du projet de loi spéciale de financement complétant les articles 92bis et 94 de la loi spéciale de 1980 prévoient la création de juridictions de coopération chargées de trancher les litiges résultant des accords de coopération ou de l'absence d'accord.

Le projet de loi n° 649 et les amendements qui le remplacent visent à compléter dans une loi ordinaire les articles du projet de la loi spéciale relatifs à la création de ces juridictions. Ils doivent dès lors être votés dans les mêmes délais.

M. Gol souligne que ce projet de loi devrait aboutir à mettre en place des nouvelles juridictions de droit public. Quel sera la place de ces juridictions dans l'ordre des juridictions ? Cette question ne soulèverait-elle pas de nombreuses difficultés semblables à celles auxquelles la création de la Cour d'arbitrage a donné lieu ?

De heer De Croo sluit zich daarbij aan en stelt voor dat de Commissie het ontwerp grondig onderzoekt en dat de besprekking ervan beëindigd zou zijn vóór de eindstemming over het financieringsontwerp in de Senaat.

Mevr. Neyts-Uyttebroeck sluit zich eveneens aan bij voormelde voorstellen. Zij acht het onaanvaardbaar dat nieuwe rechtscolleges zouden worden ingevoerd zonder degelijke juridische onderbouw. De meerderheidsfracties hebben het oorspronkelijke regering-ontwerp weliswaar grondig geamendeerd maar de thans voorliggende tekst kan bezwaarlijk worden beschouwd als een afgewerkte, coherent, sluitend legistiek geheel.

Gelet op de fundamentele taak van de nieuwe rechtscolleges in de federale staatsstructuur, zou aan onderhavig wetsontwerp de grootste aandacht moeten worden besteed.

De heer Antoine merkt op dat de in het stuk 649/3 opgenomen amendementen tot doel hebben het oorspronkelijke ontwerp te verbeteren door rekening te houden met de autonomie van de betrokken partijen. De Raad van State heeft ten andere geen fundamentele bezwaren geformuleerd in zijn advies bij die amendementen. Sommige van zijn opmerkingen vervallen bovendien, want ze hebben betrekking op het wetsontwerp betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, zonder rekening te houden met de wijzigingen die de Commissie daarin heeft aangebracht. *De heer Antoine* benadrukt eveneens dat aan de oppositie gevraagd werd amendementen op het wetsontwerp n° 649 uit te werken.

De Vice-Eerste Minister onderstreept dat bij de besprekking van het ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de wet van 8 augustus 1980, sommige Kamerleden en Senatoren uiting hebben gegeven aan hun vrees omtrent de toepassing van de nieuwe bepalingen van artikel 92bis, §§ 2 en 3, die in de wet worden ingevoegd. Deze vrees is ongegrond aangezien de artikelen 61 en 62 van het ontwerp van bijzondere financieringswet de artikelen 92bis en 94 van de bijzondere wet van 1980 aanvullen door de oprichting van samenwerkingsgerechten die belast worden met het beslechten van geschillen welke voortvloeien uit de samenwerkingsakkoorden of uit het ontbreken ervan. .

Het wetsontwerp n° 649 en de amendementen die het vervangen, strekken ertoe, in een gewone wet, de artikelen van het ontwerp van bijzondere wet waarover die gerechten worden opgericht, aan te vullen. Ze moeten derhalve binnen dezelfde termijnen worden aangenomen.

De heer Gol beklemtoont dat dit wetsontwerp zou moeten leiden tot de oprichting van nieuwe publiek-rechtelijke rechtscolleges. Welke plaats zullen die rechtscolleges innemen in de rangorde van de rechtscolleges ? Zal die vraag geen aanleiding geven tot tal van moeilijkheden, vergelijkbaar met die welke bij de oprichting van het Arbitragehof zijn gerezen ?

M. Gol fait ensuite valoir que son parti ne veut pas être complice de la création de juridictions qui ne permettront pas de trancher des conflits insolubles. Il rappelle à cet égard que certains se réjouissent de la multiplication éventuelle des conflits qui rendront selon eux nécessaire une nouvelle réforme de l'Etat.

Mme Neyts-Uyttebroeck demande que soit adoptée une méthode de travail qui permette à la fois de respecter le calendrier du Gouvernement et de procéder à un examen sérieux du projet en Commission (y compris des adaptations de texte), sans que la philosophie du projet soit remise en cause.

M. Kempinaire rappelle que son groupe est en principe opposé à l'instauration d'une procédure spécifique de règlement des conflits, ainsi que le prévoit l'article 61 du projet de loi de financement. Cette opposition a été soulignée à plusieurs reprises lors de la discussion dudit projet en Commission.

Son groupe est néanmoins disposé à collaborer de façon constructive à l'amélioration légistique du projet à l'examen, pour autant que la Commission dispose du temps nécessaire.

L'intervenant estime que ce projet devrait être renvoyé à la Commission de la Justice qui devrait disposer d'un délai d'au moins une semaine pour l'examiner.

Le projet ainsi affiné pourrait alors être examiné et voté lors d'une prochaine séance plénière.

M. Kempinaire demande incidemment si la Commission peut examiner un projet de loi qui a pour objet d'appliquer une disposition d'une loi spéciale qui n'a pas encore été votée.

L'intervenant souligne que cette proposition n'enlève rien au fait que le PVV reste fondamentalement opposé à l'instauration de juridictions de coopération chargées de régler les conflits relatifs aux accords de coopération.

Le Vice Premier Ministre rappelle que cette procédure a déjà été utilisée notamment pour les projets de lois spéciales et ordinaires relatives aux institutions bruxelloises et à la Cour d'arbitrage. Il suffit que le vote sur le projet de loi spéciale de financement (projet de base) précéde le vote du projet de loi en question.

Rappelant la genèse du projet à l'examen, *M. Vandenbroucke* estime qu'il est possible à la Commission de procéder à un examen approfondi du projet en un jour. Si l'opposition s'engage à respecter le calendrier prévu pour le vote des différents projets, il ne voit aucune objection à ce que plusieurs réunions de commission soient consacrées à l'affinage du texte du projet durant les jours suivants également, si nécessaire après réunion préalable d'un groupe de travail *ad hoc*.

Vervolgens wijst de heer Gol erop dat zijn partij niet medeplichtig wil zijn aan de oprichting van rechtscolleges die niet in staat zullen zijn onoplosbare geschillen te beslechten. In verband hiermee memoert hij dat sommigen zich verheugen in het vooruitzicht van een eventuele vervaardiging van geschillen, want dat zal volgens hen een nieuwe Staatsherstelling noodzakelijk maken.

Mevr. Neyts-Uyttebroeck pleit ervoor een werk-methode te vinden die zowel het tijdschema van de Regering eerbiedigt als een kwalitatieve behandeling in de Commissie (met inbegrip van tekstaanpassingen) toelaat, zonder hierbij de filosofie van het wetsontwerp verder in vraag te stellen.

De heer Kempinaire herinnert eraan dat zijn fractie principieel gekant is tegen de specifieke conflicten-procedure waarvoor artikel 61 van het financieringsontwerp opteert. Zulks werd herhaaldelijk beklemtoond bij de besprekking van het voormalde ontwerp in de Commissie.

Desondanks is zijn fractie thans bereid een constructieve bijdrage te leveren tot de legistieke verfrissing van onderhavig wetsontwerp op voorwaarde dat hiertoe de nodige tijd wordt uitgetrokken.

Spreker acht het opportuun dat het ontwerp zou worden verzonden naar de Commissie voor de Justitie, die over ten minste een week zou moeten beschikken om het te onderzoeken.

Op een eerstvolgende plenaire zitting zou het aldus kwalitatief op punt gestelde ontwerp kunnen behandeld en gestemd worden.

Terloops vraagt de heer Kempinaire of de Commissie een wetsontwerp kan behandelen, dat een bepaling van een bijzondere wet uitvoert waarover nog moet gestemd worden.

Dit alles neemt niet weg dat de PVV, aldus de heer Kempinaire, fundamenteel gekant blijft tegen het principe van een speciaal samenwerkingsgerecht voor de beslechting van conflicten voortvloeiend uit de samenwerkingsakkoorden.

De Vice-Eerste Minister herinnert eraan dat zulks nog gebeurd is, onder meer voor de ontwerpen van bijzondere en van gewone wet betreffende de Brusselse instellingen en het Arbitragehof. Het volstaat dat de goedkeuring van het ontwerp van bijzondere wet betreffende de financiering (het basisontwerp) de goedkeuring van het onderhavige wetsontwerp voorafgaat.

Verwijzend naar de voorgeschiedenis van onderhavig wetsontwerp, is *de heer Vandenbroucke* de mening toegedaan dat een grondige besprekking in Commissie op één dag kan afgerond zijn. Indien de oppositie zich bereid verklaart het overeengekomen tijdsschema voor de stemming van de verschillende wetsontwerpen te eerbiedigen, heeft hij er geen bezwaar tegen dat er ook de volgende dagen meerdere commissievergaderingen gewijd worden aan de tekstverfijning van het wetsontwerp, zonodig na een voorafgaandijke bijeenkomst van een werkgroep *ad hoc*.

M. Dhoore se rallie à cette proposition à la condition que la discussion se limite à l'affinage des textes sans que la philosophie de base du projet soit remise en question.

M. Antoine signale que certains membres de la majorité ont rédigé une note technique répondant aux critiques du Conseil d'Etat.

Cela pourrait contribuer à accélérer la discussion du projet.

M. Lebrun fait remarquer que l'opposition dispose depuis quelques jours de tous les textes, à l'exception de l'avis du Conseil d'Etat. Elle a dès lors eu le temps de les examiner.

Il estime en outre qu'il est inutile de discuter un projet au sein d'un groupe de travail dans la mesure où tous les groupes politiques ne veulent pas y participer.

Mme Onkelinx partage ce point de vue.

Le Président propose de consacrer, si nécessaire, deux jours à l'examen de ce projet.

II. — DISCUSSION GENERALE

M. De Croo dit qu'il ne participera pas à la discussion générale. Il s'oppose à un examen aussi rapide d'un projet de loi fondamental.

Mme Onkelinx estime superflu d'intervenir dans une discussion générale, les discussions de principe sur la création de juridictions de coopération ayant eu lieu lors de l'examen des articles 61 et 62 du projet de loi de financement des Communautés et des Régions.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES

La Commission décide de prendre comme base de discussion l'amendement de *M. Vandenbroucke et consorts* (Doc. n° 649/3) qui vise à remplacer l'ensemble des articles du projet de loi contenant des dispositions complémentaires aux articles 92bis, §§ 4 et 5 et 94, § 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles (Doc. n° 649/1) en détaillant notamment la procédure à suivre devant la juridiction de coopération. *MM. Antoine, Vandenbroucke, Hermans, Mme Onkelinx et M. Candries* déposent des sous-amendements (Doc. n° 649/5) ainsi qu'une note écrite pour répondre aux objections émises par le Conseil d'Etat. Le contenu de cette note est repris dans le cadre de la discussion des articles concernés.

M. Antoine détaillant cette note au nom de la majorité, fait observer à titre préalable qu'au moment où le Conseil d'Etat fut saisi des amendements, il

De heer Dhoore treedt dit voorstel bij op voorwaarde dat de besprekking beperkt blijft tot een verbetering van de teksten zonder de basisfilosofie opnieuw in vraag te stellen.

Hierop aansluitend geeft *de heer Antoine* te kennen dat bepaalde leden van de meerderheid een technische nota hebben opgesteld die tegemoet komt aan de kritische opmerkingen van de Raad van State.

Zulks kan bijdragen tot een vlotte besprekking van het ontwerp.

De heer Lebrun merkt op dat de oppositie sedert enkele dagen in het bezit is van alle teksten, met uitzondering van het advies van de Raad van State. Zij heeft derhalve tijd genoeg gehad om die teksten te bestuderen.

Bovendien acht hij het nutteloos om een wetsontwerp in een werkgroep te onderzoeken, vooral omdat niet alle politieke fracties daaraan deel willen nemen.

Mevrouw Onkelinx deelt dat standpunt.

De Voorzitter stelt voor aan de behandeling van het ontwerp desnoods twee dagen te wijden.

II. — ALGEMENE BESPREKING

De heer De Croo verklaart dat hij niet aan de algemene besprekking zal deelnemen omdat hij zich ertegen verzet dat een zo fundamenteel wetsontwerp in zeven haasten wordt besproken.

Mevrouw Onkelinx vindt het overbodig het woord te nemen tijdens een algemene besprekking, aangezien het debat over het beginsel zelf van de oprichting van samenwerkingsgerechten gevoerd werd tijdens de besprekking van de artikelen 61 en 62 van het wetsontwerp betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

III. — BESPREKING VAN DE ARTIKELEN

De Commissie beslist als uitgangspunt voor de discussie het amendement te nemen van *de heer Vandenbroucke c.s.* (Stuk n° 649/3), dat de vervanging beoogt van alle artikelen van het wetsontwerp tot aanvulling van de bepalingen van artikel 92bis, §§ 4 en 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (Stuk n° 649/1) en met name in bijzonderheden treedt over de procedure die voor het samenwerkingsrecht moet worden gevuld. *De heren Antoine, Vandenbroucke, Hermans, Mevr. Onkelinx en de heer Candries* dienen subamendementen in (Stuk n° 649/5), alsmede een nota van antwoord op de opmerkingen van de Raad van State. De inhoud van die nota wordt overgenomen in de besprekking van de desbetreffende artikelen.

De heer Antoine die deze nota in naam van de meerderheid toelicht, merkt vooraf op dat de Raad van State, op het ogenblik dat hij de amendementen

n'avait pas connaissance des modifications apportées à l'article 61 du projet de loi spéciale de financement.

Article 1^{er}

L'article 1^{er} ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté à l'unanimité des quatorze membres présents.

Art. 2

Le sous-amendement n° 4 (Doc. n° 649/5) visant à modifier le texte de l'article 2 (Doc. n° 649/3) tend à répondre aux remarques du Conseil d'Etat.

L'article 2, tel que modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 3

Comme le projet du Gouvernement le prévoyait, cette disposition limite expressément la saisine de la juridiction aux parties à l'accord de coopération ou aux parties au différend.

L'article 3 est adopté à l'unanimité.

Art. 4

Le sous-amendement n° 5 (Doc. n° 649/5) vise à ajouter le texte suivant *in fine* de l'article 4, § 2, 1^{er} alinéa : « et fixent de commun accord le siège de la juridiction ». Cette modification répond aux remarques formulées par le Conseil d'Etat à l'article 19.

L'article 4, tel que modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 5

Le § 2 de l'article 5 prévoit que dès la première réunion de la juridiction « le Président règle l'organisation de la juridiction ».

Le sous-amendement n° 6 (Doc. n° 649/5) vise à remplacer ce texte par la disposition suivante « Sans préjudice des dispositions prévues par l'accord de coopération, dès la première réunion de la juridiction, le président en règle l'organisation. » Cette modification tend à maintenir l'autonomie des parties tout au long de la procédure. Celles-ci peuvent conclure à tout moment des avenants à l'accord de coopération. Dans le cadre du *status quo*, un accord de coopération peut également être conclu, ne portant que sur le règlement de litige, notamment sur le règlement de l'organisation de la juridiction.

in ontvangst nam, geen kennis had van de wijzigingen die waren aangebracht in artikel 61 van het ontwerp van bijzondere financieringswet.

Artikel 1

Bij artikel 1 worden geen opmerkingen gemaakt en het wordt eenparig aangenomen door de veertien aanwezige leden.

Art. 2

Subamendement n° 4 (Stuk n° 649/5) tot wijziging van de tekst van artikel 2 (Stuk n° 649/3) komt tegemoet aan de opmerkingen van de Raad van State.

Het aldus gewijzigde artikel 2 wordt eenparig aangenomen.

Art. 3

Zoals in het ontwerp van de Regering was bepaald, beperkt dit artikel uitdrukkelijk de aanhangigmaking voor het rechtscollege tot de partijen bij het samenwerkingsakkoord of de partijen in het geschil.

Artikel 3 wordt eenparig aangenomen.

Art. 4

Subamendement n° 5 (Stuk n° 649/5) heeft tot doel *in fine* van artikel 4, § 2, eerste lid, het volgende toe te voegen : « en zij stellen in gemeenschappelijk overleg de zetel van het rechtscollege vast ». Die wijziging beantwoordt aan de opmerkingen van de Raad van State bij artikel 19.

Het aldus gewijzigde artikel 4 wordt eenparig aangenomen.

Art. 5

Luidens artikel 5, § 2, regelt de voorzitter de organisatie van het rechtscollege.

Subamendement n° 6 (Stuk n° 649/5) beoogt die tekst als volgt te redigeren : « Onvermindert de bepalingen van het samenwerkingsakkoord regelt de voorzitter, op de eerste vergadering van het rechtscollege, de organisatie ervan ». Die wijziging strekt ertoe de autonomie van de partijen voor de hele duur van de procedure te handhaven. De partijen kunnen op ieder ogenblik aanvullingen bij het samenwerkingsakkoord voegen. In het kader van de *status quo* is eveneens een samenwerkingsakkoord mogelijk, dat dan evenwel slechts betrekking heeft op de regeling van het geschil, onder meer om de organisatie van het samenwerkingsgerecht te regelen.

Il convient de préciser que l'organisation visée à l'article 5 est l'organisation matérielle.

L'article 5 tel que modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 6

L'article 6 ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 7

Le sous-amendement n° 7 (Doc. n° 649/5) vise à remplacer les termes « notification de la demande visée à l'article 4 » par les mots « constitution de la juridiction ».

En ce qui concerne la remarque du Conseil d'Etat relative aux délais, les auteurs de la note relèvent que, l'article 10 stipule expressément que les délais prévus sont suspendus à partir de la notification à la juridiction de la demande en conciliation et jusqu'à la date du procès-verbal constatant l'absence d'accord. Il est évident que la conciliation ne peut avoir lieu que lorsque la juridiction est saisie. Le texte proposé consacre d'ailleurs cette priorité, le chapitre III relatif à la saisine de la juridiction précédant le chapitre IV relatif à la conciliation.

L'article 7, tel que modifié, est adopté à l'unanimité.

Arts. 8 et 9

Les articles 8 et 9 ne font l'objet d'aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

Art. 10

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Chapitre V — Arts. 11 à 15

La procédure orale est maintenue.

L'article 11 stipule que ce n'est qu'à défaut d'un accord entre les parties que les dispositions du chapitre V relatif à l'échange des mémoires, répliques et dupliques sont applicables.

L'accord de coopération peut dès lors prévoir que toute la procédure est orale. En outre, l'article 21 permet aux parties de faire le choix de la procédure orale à partir de l'instruction.

Er zij gepreciseerd dat de in artikel 5 bedoelde organisatie het materiële aspect betreft.

Het aldus gewijzigde artikel 5 wordt eenparig aangenomen.

Art. 6

Bij artikel 6 worden geen opmerkingen gemaakt en het wordt eenparig aangenomen.

Art. 7

Subamendement n° 7 (Stuk n° 649/5) strekt ertoe de woorden « kennisgeving van het in artikel 4 bedoelde verzoek » te vervangen door de woorden « samenstelling van het rechtscollege ».

Met betrekking tot de opmerking van de Raad van State betreffende de termijnen, wijzen de auteurs van de nota erop dat artikel 10 uitdrukkelijk bepaalt dat de in deze wet vermelde termijnen worden geschorst vanaf de kennisgeving aan het rechtscollege van het verzoek tot verzoening, tot op de datum van het proces-verbaal dat vaststelt dat geen overeenkomst tot stand is gekomen. Het spreekt vanzelf dat de verzoening slechts tot stand kan komen nadat de zaak bij het rechtscollege aanhangig is gemaakt. De voorgestelde tekst bevestigt trouwens die prioriteit, aangezien hoofdstuk III betreffende de aanhangig-making bij het rechtscollege aan hoofdstuk IV betreffende de verzoening voorafgaat.

Het aldus gewijzigde artikel 7 wordt eenparig aangenomen.

Arts. 8 en 9

Bij de artikelen 8 en 9 worden geen opmerkingen gemaakt en ze worden eenparig aangenomen.

Art. 10

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen en wordt eenparig aangenomen.

Hoofdstuk V — Arts. 11 tot 15

De mondelinge procedure wordt gehandhaafd.

Artikel 11 bepaalt dat alleen bij gebrek aan overeenkomst de bepalingen van hoofdstuk V betreffende de uitwisseling van memories, replieken of weder-replieken van toepassing zijn.

Het samenwerkingsakkoord kan derhalve voorschrijven dat de gehele procedure mondeling geschiedt. Voorts stelt artikel 21 de partijen in staat vanaf het onderzoek voor de mondelinge procedure te kiezen.

Quant à la notion de parties défenderesses et parties demanderesses, il convient de souligner, en réponse au Conseil d'Etat, qu'on entend par partie demanderesse, la partie qui porte le litige devant la juridiction en vertu de l'article 4 ainsi que les parties demanderesses sur demandes reconventionnelles et par partie défenderesse, toutes les autres parties à l'accord de coopération ou la ou les autres parties au différend.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice souligne que le Gouvernement partage cette interprétation.

Les articles 11 à 15 sont adoptés à l'unanimité.

Artt. 16 et 17

Les demandes incidentes visent selon l'interprétation retenue par les auteurs de la note les demandes nouvelles, étendues ou modifiées et les demandes reconventionnelles et non pas les demandes en intervention volontaire ou forcée.

Les articles 16 et 17 sont adoptées à l'unanimité.

Art. 18

A l'alinéa 1^{er}, les mots : « le cas échéant, dans les limites fixées de commun accord entre les parties », signifient que si les parties ont convenu de commun accord de limiter les mesures d'instruction, la juridiction devra respecter ces limites. L'article 56 prévoit en effet que les parties supportent les frais à parts égales.

A l'alinéa 3, les termes « les adaptations nécessaires » sont maintenus. Il appartiendra à la juridiction d'apprecier quelles doivent être ces adaptations. Le sous-amendement n° 8 vise à ajouter avant les mots « le Code judiciaire » les termes « de la quatrième partie ».

Suite à l'avis du Conseil d'Etat, l'alinéa 2 devrait être supprimé (sous-amendement n° 8).

L'article 18, tel que modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 19

Le sous-amendement n° 9 vise à substituer aux termes « de mémoire en défense », les mots « de mémoire en réponse ».

Les mots « le siège de la juridiction » ont été précisés par le sous-amendement (n° 5) à l'article 4, § 2.

Ils doivent dès lors être entendus en ce sens.

In verband met de begrippen verwerende partij en eisende partij zij beklemtoond in antwoord op de Raad van State dat onder eisende partij moet worden verstaan de partij die het geschil, krachtens artikel 4, voor het rechtscollege brengt, alsmede de eisende partijen op tegenvorderingen, en onder verwerende partij, alle overige partijen bij het samenwerkingsakkoord of de andere partij(en) in het geschil.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verklaart dat de Regering die interpretatie deelt.

De artikelen 11 tot 15 worden eenparig aangenomen.

Artt. 16 en 17

De tussenvorderingen doelen, volgens de door de indieners van de nota in aanmerking genomen interprétation, op de nieuwe, uitgebreide of gewijzigde vorderingen en op de tegenvorderingen en niet op de vorderingen tot vrijwillige of gedwongen tussenkomst.

De artikelen 16 en 17 worden eenparig aangenomen.

Art. 18

In het eerste lid betekenen de woorden « in voorkomend geval, binnen de in gemeen overleg tussen de partijen vastgestelde beperkingen » dat het rechtscollege, indien de partijen in gemeenschappelijk overleg de onderzoeksmaatregelen hebben beperkt, die beperkingen moet in acht nemen. Artikel 56 bepaalt immers dat de partijen de kosten gelijkelijk ten laste nemen.

In het derde lid worden de woorden « met de nodige aanpassingen » behouden. Het is de taak van de rechtscolleges te bepalen om welke aanpassingen het gaat. Het subamendement n° 8 strekt ertoe vóór de woorden « van het Gerechtelijk Wetboek » de woorden « van het vierde deel » toe te voegen.

Ingevolge het advies van de Raad van State, zou het tweede lid moeten worden weggelaten (subamendement n° 8).

Het aldus gewijzigde artikel 18 wordt eenparig aangenomen.

Art. 19

Subamendement n° 9 strekt ertoe de woorden « memorie van verdediging » te vervangen door de woorden « memorie van antwoord ».

De woorden « zetel van het gerecht » werden nader omschreven door het subamendement (n° 5) op artikel 4, § 2.

Ze moeten bijgevolg in die zin begrepen worden.

L'article 19 tel que modifié est adopté à l'unanimité.

Art. 20

L'article 20 ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Arts. 21 et 22

Les sous-amendements n°s 10 et 11 (Doc. 649/5) visent à remplacer dans les articles 21 et 22 le terme « le président » par les termes « la juridiction ».

En ce qui concerne le délai entre la convocation des parties et l'audience, les auteurs signalent que ce délai peut être prévu dans l'accord de coopération ou qu'à défaut il est laissé à l'appréciation de la juridiction.

Les articles ainsi modifiés, sont adoptés à l'unanimité.

Arts. 23 à 31

Ces articles ne font l'objet d'aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

Art. 32

Le sous-amendement n° 12 (Doc. n° 649/5) vise à remplacer le terme « organisée » par le terme « ordonnée ».

Cette modification répond aux observations du Conseil d'Etat.

Arts. 33 à 35

Les articles 33 à 35 ne donnent lieu à aucune discussion et sont adoptés à l'unanimité.

Art. 36

Le sous-amendement n° 13 consiste à supprimer les termes « et aux autorités tenues de conclure un tel accord en vertu des § 2, 3 et 4 de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ».

L'article 36, tel que modifié, a été adopté à l'unanimité.

Het aldus gewijzigde artikel 19 wordt eenparig aangenomen.

Art. 20

Bij artikel 20 worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

Arts. 21 en 22

De subamendementen n°s 10 en 11 (Stuk n° 649/5) strekken ertoe in de artikelen 21 en 22 de woorden « de voorzitter » te vervangen door de woorden « het samenwerkingsgerecht ».

Met betrekking tot de termijn tussen de oproeping van de partijen en de terechting, stippen de indieners aan dat die termijn in het samenwerkingsakkoord kan zijn bepaald of dat hij bij gebreke daarvan aan de beoordeling van het rechtscollege wordt overgelaten.

De aldus gewijzigde artikelen worden eenparig aangenomen.

Arts. 23 tot 31

Bij die artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden eenparig aangenomen.

Art. 32

Subamendement n° 12 (Stuk n° 649/5) strekt ertoe de woorden « Als het tot een heropening van de debatten komt » te vervangen door de woorden « Als een heropening van de debatten wordt gevonden ».

Die wijziging komt tegemoet aan de opmerkingen van de Raad van State.

Arts. 33 tot 35

De artikelen 33 tot 35 geven geen aanleiding tot besprekking. Ze worden eenparig aangenomen.

Art. 36

Subamendement n° 13 strekt ertoe de woorden « , aan de gezagdragers die krachtens de §§ 2, 3 en 4 van artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen tot het sluiten van een dergelijke overeenkomst gehouden zijn » weg te laten.

Het aldus gewijzigde artikel 36 wordt eenparig aangenomen.

Arts. 37 à 54

Les articles 37 à 54 ne font l'objet d'aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

Art. 55

Conformément aux remarques du Conseil d'Etat, un sous-amendement (n° 14) est introduit, suivant lequel la deuxième partie du § 2 de l'article 55 devient un § 3 libellé comme suit : « La récusation est notifiée au président et aux membres par lettre recommandée, à la poste, avec accusé de réception, dès que le récusant a eu connaissance de la cause de récusation ».

Le § 3 devient un § 4, le § 4 un § 5.

L'article 55, tel que modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 56

Le sous-amendement n° 15 vise à ajouter *in fine* de l'article 56 les termes suivants : « sans préjudice de l'article 294, alinéa 2 du Code judiciaire ». Cet ajout répond aux observations du Conseil d'Etat.

L'article 56, tel que modifié, est adopté à l'unanimité.

Art. 57

L'article 57 ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté à l'unanimité.

*
* *

Le texte pris comme texte de base (amendement n° 3, Doc. 649/3) tel que modifié, est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

*
* *

IV. — AMENDEMENTS N°S 2 ET 3 (DOC. 649/2)

Comme il l'a été dit au point I du rapport (questions de procédure), la Commission a décidé de reprendre ces amendements sous forme de projet de loi séparé.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice souligne que ce projet répond à une suggestion faite par le Conseil d'Etat dans son avis sur le projet de loi de financement des Communautés et des Régions.

Arts. 37 tot 54

Bij de artikelen 37 tot 54 worden geen opmerkingen gemaakt. Ze worden eenparig aangenomen.

Art. 55

Conform de opmerkingen van de Raad van State wordt een subamendement n° 14 ingediend, waarbij het tweede deel van § 2 van artikel 55 een § 3 wordt, luidend als volgt : « De wraking wordt ter kennis gebracht van de voorzitter en de leden bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, zodra de wrakende partij in kennis is gesteld van de reden tot wraking ».

§ 3 wordt § 4 en § 4 wordt § 5.

Het aldus gewijzigde artikel 55 wordt eenparig aangenomen.

Art. 56

Het subamendement n° 15 beoogt *in fine* van artikel 56 de volgende woorden toe te voegen : « onvermindert het bepaalde in artikel 294, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek ». Die toevoeging komt tegemoet aan de opmerkingen van de Raad van State.

Het aldus gewijzigde artikel 56 wordt eenparig aangenomen.

Art. 57

Bij artikel 57 worden geen opmerkingen gemaakt en het wordt eenparig aangenomen.

*
* *

De tekst die als basistekst werd genomen (amendement n° 3, Stuk 649/3) wordt, zoals hij gewijzigd is, door de 15 aanwezige leden eenparig aangenomen.

*
* *

IV. — AMENDEMENTEN N°S 2 EN 3 (STUK 649/2)

Zoals in punt I van het verslag (procedurekwesties) gezegd is, heeft de Commissie besloten die amendementen in een afzonderlijk wetsontwerp op te nemen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie wijst erop dat het ontwerp beantwoordt aan een suggestie die door de Raad van State in zijn advies over het ontwerp van bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten (Stuk n° 635/1, p. 64) werd gedaan.

Le Conseil d'Etat avait souligné « qu'il appartiendra au législateur, se prononçant à la majorité ordinaire, sur la base de l'article 110, § 2, de la Constitution de limiter ou de supprimer les possibilités d'établir des fiscalités concurrentes ou parallèles qu'offre l'article 110 de la Constitution, pour autant que soit démontré la nécessité d'adopter de telles règles » (Doc. n° 635/1, p. 64).

Par le présent projet, il s'agit de faire en sorte que le principe *non bis in idem* soit applicable dans les cas non prévus par l'article 8 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions.

Le Président fait observer que l'article 8 de la loi spéciale de financement deviendra, suite à la nouvelle numérotation, l'article 11.

L'article unique et le projet de loi sont adoptés à l'unanimité.

Le Rapporteur,

A. ANTOINE

Le Président,

Ch.-F. NOTHOMB

De Raad van State had onderstreept « dat het de zaak van de wetgever was om, beslissende bij gewone meerderheid, op grond van artikel 110, § 2, van de Grondwet, de door artikel 110 van de Grondwet geboden mogelijkheden tot het invoeren van samengelopende of parallelle belasting in te perken of af te schaffen, voor zover de noodzaak van een dergelijke regeling gebleken is » (Stuk 635/1, blz. 64).

Onderhavig wetsontwerp strekt ertoe het *non bis in idem*-beginsel van toepassing te maken in de gevallen waarin niet voorzien wordt bij artikel 8 van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

De Voorzitter merkt op dat artikel 8 van de bijzondere financieringswet, wegens de vernummering, artikel 11 wordt.

Het enige artikel en het wetsontwerp worden eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

A. ANTOINE

De Voorzitter,

Ch.-F. NOTHOMB

TEXTES ADOPTES PAR LA COMMISSION

— I —

Projet de loi contenant des dispositions complémentaires aux articles 92bis, §§ 5 et 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

CHAPITRE I^{er}

Dispositions liminaires

Article 1^{er}

Il est constitué, pour chaque accord de coopération visé à l'article 92bis, §§ 2, 3 et 4 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et, dans le cas prévu au § 6 de l'article 92bis de la même loi, pour chaque accord de coopération visé au § 1^{er} de l'article 92bis précité, ainsi que pour les différends visés au § 3 de l'article 94 de la même loi, une juridiction dénommée « juridiction de coopération », seule compétente pour statuer sur les litiges visés au § 5 de l'article 92bis et au § 3 de l'article 94 précités.

CHAPITRE II

De la composition de la juridiction

Art. 2

§ 1^{er}. Chaque juridiction est composée d'un président et d'un membre désigné par chaque partie à l'accord de coopération, selon le mode de désignation prévu par l'accord ou le cas échéant, d'un président ou d'un membre désigné par chaque partie au différend visé au § 3 de l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 2. Le président doit être un magistrat effectif, honoraire ou émérite de l'ordre judiciaire.

CHAPITRE III

De la saisine de la juridiction

Art. 3

La juridiction ne peut être saisie que par une ou plusieurs parties à l'accord de coopération ou le cas échéant, par une ou plusieurs parties au différend

TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

— I —

Wetsontwerp tot aanvulling van de bepalingen van de artikelen 92bis, §§ 5 en 6, en 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

HOOFDSTUK I

Inleidende bepalingen

Artikel 1

Voor elk samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 92bis, §§ 2, 3 en 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en, in het geval bepaald in § 6 van artikel 92bis van dezelfde wet, voor elk samenwerkingsakkoord bedoeld in § 1 van voormeld artikel 92bis, alsmede voor de geschillen bedoeld in § 3 van artikel 94 van dezelfde wet, wordt onder de benaming « samenwerkingsrecht » een rechtscollege opgericht dat uitsluitend bevoegd is om uitspraak te doen over de geschillen bedoeld in § 5 van voornoemd artikel 92bis en § 3 van voornoemd artikel 94.

HOOFDSTUK II

Samenstelling van het rechtscollege

Art. 2

§ 1. Elk rechtscollege is samengesteld uit een voorzitter en een lid dat is aangewezen door elke partij bij het samenwerkingsakkoord, volgens de in het akkoord bepaalde aanwijzingsmethode of, in voorkomend geval, uit een voorzitter of een lid dat is aangewezen door elke partij in het geschil bedoeld in § 3 van artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 2. De voorzitter moet een werkend magistraat, een eremagistraat of een emeritus magistraat zijn van de rechterlijke orde.

HOOFDSTUK III

Aanhangigmaking bij het rechtscollege

Art. 3

Bij het rechtscollege kan geen zaak worden aanhangig gemaakt dan door één of meer partijen bij het samenwerkingsakkoord of, in voorkomend geval,

TEXTES ADOPTÉS PAR LA COMMISSION**TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**

visé au § 3 de l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 4

§ 1^{er}. La partie qui entend porter un différend devant la juridiction de coopération notifie à chaque partie à l'accord de coopération, par lettre recommandée, à la poste avec accusé de réception, ou, le cas échéant, à chaque partie au différend visé au § 3 de l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, une demande de convocation de la juridiction.

La demande contient :

- la désignation et le siège de la partie et éventuellement, la désignation et le domicile de la ou des personnes de son choix qui la représente(nt);
- l'objet du litige et, le cas échéant, l'indication exacte de l'accord de coopération litigieux;
- les moyens de fait et/ou de droit de la partie demanderesse et, le cas échéant, les pièces justificatives.

§ 2. Dès la notification de la demande, les parties désignent les membres de la juridiction selon les modalités et dans les délais prévus par les accords de coopération.

Dès la désignation de ces membres, ceux-ci cooptent le président dans le délai prévu par l'accord de coopération et fixent de commun accord le siège de la juridiction.

§ 3. Si l'accord de coopération ne mentionne pas les délais de désignation des membres et de cooptation du président, ou si la juridiction est saisie en vertu de l'article 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ces délais sont respectivement de quinze jours à compter de la notification visée au § 1^{er} et de huit jours à compter de la désignation des membres.

§ 4. A défaut de cooptation du président ou de désignation des membres, le président en exercice de la Cour d'Arbitrage désigne le ou les membres ou le président à la demande de la partie la plus diligente, à lui adressée, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Le président de la Cour d'Arbitrage entend toutes les parties avant de procéder à la désignation.

door één of meer partijen in het geschil bedoeld in § 3 van artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 4

§ 1. De partij die voornemens is een geschil voor een samenwerkingsgerecht te brengen, geeft elke partij bij het samenwerkingsakkoord, bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs of, in voorkomend geval, elke partij in het geschil bedoeld in § 3 van artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, kennis van een verzoek tot bijeenroeping van het rechtscollege.

Dat verzoek bevat :

- de naam en de zetel van de partij en eventueel de naam en de woonplaats van de persoon of personen die haar vertegenwoordigt of vertegenwoordigen;
- het voorwerp van het geschil en, in voorkomend geval, de juiste opgave van het samenwerkingsakkoord waarover een geschil bestaat;
- de feitelijke en/of de rechtsmiddelen van de eisende partij en, in voorkomend geval, de bewijsstukken.

§ 2. Zodra van het verzoek is kennis gegeven, wijzen de partijen de leden van het rechtscollege aan op de wijze en binnen de termijnen bepaald in de samenwerkingsakkoorden.

Zodra die leden zijn aangewezen, coöpteren zij de voorzitter binnen de in het samenwerkingsakkoord bepaalde termijn en stellen zij in gemeen overleg de zetel van het rechtscollege vast.

§ 3. Worden de termijnen voor de aanwijzing van de leden en de coöptatie van de voorzitter niet in het samenwerkingsakkoord vermeld of wordt een zaak bij het rechtscollege aanhangig gemaakt krachtens artikel 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dan bedragen die termijnen respectievelijk vijftien dagen te rekenen van de in § 1 vermelde kennisgeving en acht dagen te rekenen van de aanwijzing van de leden.

§ 4. Bij ontstentenis van coöptatie van de voorzitter of van aanwijzing van de leden, wijst de fungende voorzitter van het Arbitragehof het lid of de leden of de voorzitter aan op verzoek van de meest gereide partij, welk verzoek aan haar gericht wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

De voorzitter van het Arbitragehof hoort alle partijen alvorens tot de aanwijzing over te gaan.

TEXTES ADOPTÉS PAR LA COMMISSION

TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Art. 5

§ 1^{er}. A moins que les parties ne conviennent de commun accord d'une solution amiable du différend avant l'expiration du délai de cooptation ou de désignation du président, la notification de la demande vaut convocation de la juridiction dans le délai indiqué dans l'accord ou, si aucun délai n'était indiqué dans l'accord, ou si la juridiction est saisie en vertu de l'article 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le troisième jour ouvrable qui suit l'expiration du délai de cooptation ou de désignation du président.

§ 2. Sans préjudice des dispositions prévues par l'accord de coopération, dès la première réunion de la juridiction, le président en règle l'organisation.

CHAPITRE IV

De la conciliation

Art. 6

Sans préjudice des dispositions de l'accord de coopération, réglant la procédure devant la juridiction de coopération, une procédure en conciliation peut être organisée selon les modalités des articles 7, 8, 9 et 10.

Art. 7

Toute demande peut être préalablement soumise afin de conciliation à la juridiction à la demande d'une des parties ou de leur commun accord.

La demande de conciliation est notifiée à la juridiction par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception et, le cas échéant, aux autres parties, dans les dix jours de la constitution de la juridiction.

Art. 8

Les parties sont convoquées à comparaître en conciliation par la juridiction dans les 15 jours de la notification visée à l'article précédent, par lettre recommandée, à la poste, avec accusé de réception.

Il est dressé un procès-verbal de la comparution en conciliation.

Art. 5

§ 1. Tenzij de partijen het gezamelijk eens worden over een minnelijke schikking van het geschil vóór het verstrijken van de coöptatie- of aanwijzingstermijn van de voorzitter, geldt de kennisgeving als bijeenroeping van het rechtscollege binnen de in het akkoord vermelde termijn of, indien in het akkoord geen termijn is opgegeven of indien bij het rechtscollege een zaak aanhangig wordt gemaakt krachtens artikel 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, op de derde werkdag volgend op het verstrijken van de termijn voor coöptatie of aanwijzing van de voorzitter.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van het samenwerkingsakkoord, regelt de voorzitter, op de eerste vergadering van het rechtscollege, de organisatie ervan.

HOOFDSTUK IV

Verzoening

Art. 6

Onverminderd de bepalingen van het samenwerkingsakkoord houdende regeling van de procedure voor het samenwerkingsgerecht, kan een rechtspleging in verzoening worden georganiseerd volgens het bepaalde in de artikelen 7, 8, 9 en 10.

Art. 7

Elke vordering kan vooraf ter verzoening voorgelegd worden aan het rechtscollege, op verzoek van een van de partijen of op gemeenschappelijk verzoek.

De vordering tot verzoening wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van het rechtscollege en, in voorkomend geval, van de andere partijen, binnen tien dagen na de samenstelling van het rechtscollege.

Art. 8

De partijen worden door het rechtscollege, bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, opgeroept om in verzoening te verschijnen binnen vijftien dagen na de in het voorgaande artikel bedoelde kennisgeving.

Van de verschijning in verzoening wordt procesverbaal opgesteld.

TEXTES ADOPTES PAR LA COMMISSION**TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 9**

Si un accord intervient, ses dispositions sont reprises intégralement dans la langue de chacune des parties, dans un procès-verbal daté et signé par les parties, les membres et le président de la juridiction.

Art. 10

Si aucun accord n'intervient, la procédure se poursuit conformément aux chapitres suivants.

L'absence d'accord est constaté par le président dans un procès-verbal daté et signé par les parties, les membres et le président de la juridiction.

Les délais prévus par la présente loi sont suspendus à partir de la notification à la juridiction de la demande en conciliation et jusqu'à la date du procès-verbal constatant l'absence d'accord.

CHAPITRE V**De l'échange des mémoires, répliques et dupliques****Art. 11**

Sans préjudice des dispositions de l'accord de coopération réglant la procédure devant la juridiction de coopération, l'échange des mémoires, répliques ou dupliques est organisé selon les modalités prévues aux articles 12, 13 et 14.

Art. 12

Le mémoire en réponse de la partie défenderesse doit être notifié par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception, à la juridiction, à la partie demanderesse et le cas échéant, aux autres parties à l'accord ou aux autres parties au différend visé au § 3 de l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, dans les dix jours de la première réunion de la juridiction.

Il contient :

— la désignation et le siège de la partie et, le cas échéant, la désignation et le domicile de la ou des personnes de son choix qui la représente(nt);

Art. 9

Indien een overeenkomst tot stand komt, worden de bepalingen ervan integraal in de taal van elk van de partijen opgenomen in het proces-verbaal dat gedagtekend en ondertekend wordt door de partijen, de leden en de voorzitter van het rechtscollege.

Art. 10

Indien geen overeenkomst tot stand komt, wordt de procedure voortgezet overeenkomstig het bepaalde in de volgende hoofdstukken.

Het gebrek aan overeenkomst wordt vastgesteld door de voorzitter in een proces-verbaal dat gedagtekend en ondertekend wordt door de partijen, de leden en de voorzitter van het rechtscollege.

De in deze wet vermelde termijnen worden geschorst vanaf de kennisgeving aan het rechtscollege van het verzoek tot verzoening, tot op de datum van het proces-verbaal dat vaststelt dat geen overeenkomst tot stand is gekomen.

HOOFDSTUK V**Uitwisseling van memories, replieken en wederreplieken****Art. 11**

Onverminderd de bepalingen van het samenwerkingsakkoord houdende regeling van de procedure voor het samenwerkingsgerecht, wordt de uitwisseling van de memories, de replieken of de wederreplieken georganiseerd volgens het bepaalde in de artikelen 12, 13 en 14.

Art. 12

De memorie van antwoord van de verwerende partij moet, binnen tien dagen na de eerste vergadering van het rechtscollege, bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, ter kennis worden gebracht van het rechtscollege, de eisende partij en, in voorkomend geval, de andere partijen bij de overeenkomst of in het geschil bedoeld in § 3 van artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De memorie bevat :

— de naam en de zetel van de partij en, in voorkomend geval, de naam en de woonplaats van de persoon of de personen van haar keuze die haar vertegenwoordigt of vertegenwoordigen;

TEXTES ADOPTÉS PAR LA COMMISSION

— l'objet du litige et, le cas échéant, l'indication exacte de l'accord de coopération litigieux;

— les moyens de fait et/ou de droit de la partie défenderesse et, le cas échéant, les pièces justificatives.

Art. 13

La partie demanderesse peut notifier une réplique par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception, à la juridiction, à la partie défenderesse et, le cas échéant, aux autres parties à l'accord ou aux autres parties au différend visé au § 3 de l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, dans les dix jours de la notification du mémoire en réponse.

Art. 14

La partie défenderesse peut notifier une duplique par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception, à la juridiction, à la partie demanderesse et, le cas échéant, aux autres parties à l'accord ou aux autres parties au différend visé au § 3 de l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, dans les dix jours de la notification de la réplique.

Art. 15

Hormis le cas d'empêchement légitime, si les parties ne respectent pas les délais, la juridiction de coopération instruit l'affaire sans prendre en considération les moyens invoqués tardivement.

CHAPITRE VI**Des demandes incidentes****Art. 16**

Sans préjudice des dispositions de l'accord de coopération réglant la procédure de la juridiction de coopération, les dispositions de l'article 17 sont applicables aux demandes incidentes.

TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

— het voorwerp van het geschil en, in voorkomend geval, de juiste opgave van het samenwerkingsakkoord waarover een geschil bestaat;

— de feitelijke en/of de rechtsmiddelen van de verwerende partij en, in voorkomend geval, de bewijsstukken.

Art. 13

De eisende partij kan, binnen tien dagen na de kennisgeving van de memorie van antwoord, bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, een repliek ter kennis brengen van het rechtscollege, de verwerende partij en, in voorkomend geval, de andere partijen bij de overeenkomst of de andere partijen in het geschil bedoeld in § 3 van artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 14

De verwerende partij kan, bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, binnen tien dagen na de kennisgeving van de repliek, een wederrepliek ter kennis brengen van het rechtscollege, de eisende partij en, in voorkomend geval, de andere partijen bij de overeenkomst of de andere partijen in het geschil bedoeld in § 3 van artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 15

Indien de partijen, behoudens in geval van wettige verhindering, de termijnen niet in acht nemen, behandelt het samenwerkingsgerecht de zaak zonder de laattijdig ingeroepen rechtsmiddelen in overweging te nemen.

HOOFDSTUK VI**Tussenvorderingen****Art. 16**

Onverminderd de bepalingen van het samenwerkingsakkoord tot regeling van de procedure voor het samenwerkingsgerecht, zijn de bepalingen van artikel 17 van toepassing op de tussenvorderingen.

TEXTES ADOPTÉS PAR LA COMMISSION**TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 17**

§ 1^{er}. La demande dont la juridiction est saisie peut être étendue ou modifiée si les moyens nouveaux sont fondés sur un fait ou un acte invoqué dans la demande prévue à l'article 4, même si leur qualification juridique est différente.

Les demandes incidentes sont notifiées à la juridiction, à la partie adverse, et, le cas échéant, aux autres parties à l'accord ou aux autres parties au différend visé au § 3 de l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception.

§ 2. La partie adverse peut transmettre ses observations sur la demande incidente. Celles-ci sont notifiées dans les dix jours de la notification prévue au § 1^{er} par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception, à la juridiction, à la partie qui introduit la demande incidente et, le cas échéant, aux autres parties à l'accord ou aux autres parties au différend visé au § 3 de l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 3. Si la demande reconventionnelle est de nature à faire subir un trop long retard à la décision relative à la demande principale, les deux demandes sont jugées séparément.

CHAPITRE VII**De l'instruction****Art. 18**

Lors de l'instruction, la juridiction peut déterminer les mesures d'instructions qu'elle estime nécessaires, le cas échéant, dans les limites fixées de commun accord entre les parties.

La juridiction applique les dispositions prévues au Chapitre VIII du Titre III du Livre II de la quatrième partie du Code judiciaire, moyennant les adaptations nécessaires.

Art. 19

Un dossier est constitué au siège de la juridiction. Il comprend notamment un exemplaire :

— le cas échéant, de l'accord de coopération litigieux;

Art. 17

§ 1. De vordering die bij het samenwerkingsgerecht aanhangig gemaakt wordt, kan worden uitgebreid of gewijzigd indien de nieuwe rechtsmiddelen op een in het bij artikel 4 bedoeld verzoek ingeroepen feit of handeling steunen, zelfs indien de juridische omschrijving verschillend is.

De tussenverordeningen worden bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van het samenwerkingsgerecht, de tegenpartij en, in voorkomend geval, de andere partijen bij de overeenkomst of de andere partijen in het geschil bedoeld in § 3 van artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 2. De tegenpartij kan haar opmerkingen omtrent de tussenverordening doen toekomen. Die opmerkingen worden binnen tien dagen na de bij § 1 bedoelde kennisgeving, bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, ter kennis gebracht van het rechtscollege, de partij die de tussenverordening instelt en, in voorkomend geval, de andere partijen bij de overeenkomst of de andere partijen in het geschil bedoeld in § 3 van artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 3. Als de tegenvordering van die aard is dat de beslissing betreffende de hoofdvordering teveel vertraging zou kunnen oplopen, worden de beide vordeeringen afzonderlijk berecht.

HOOFDSTUK VII**Behandeling****Art. 18**

Tijdens de behandeling kan het samenwerkingsgerecht de onderzoeksmaatregelen vaststellen, die het, in voorkomend geval, binnen de in gemeen overleg tussen de partijen vastgestelde beperkingen, noodzakelijk acht.

Het samenwerkingsgerecht past, met de nodige aanpassingen, de bepalingen toe van hoofdstuk VIII van Titel III van Boek II van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 19

Op de zetel van het samenwerkingsgerecht wordt een dossier aangelegd. Het bevat met name een exemplaar :

— in voorkomend geval, van het samenwerkingsakkoord waarover een geschil bestaat;

TEXTES ADOPTES PAR LA COMMISSION

- de la demande de convocation de la juridiction;
- du mémoire en réponse;
- de la réplique;
- de la duplique;
- le cas échéant, des demandes incidentes et des observations y afférentes;
- des pièces justificatives;
- des mesures d'instruction décidées et des documents, réponses et rapports reçus en exécution de ces mesures.

Art. 20

Pendant l'instruction, le dossier peut être consulté par chaque partie à l'accord ou par la ou les personnes qui la représente(nt) et qui est (sont) désignée(s) dans la demande ou dans le mémoire en réponse.

Art. 21

Si les parties ont prévu dans l'accord de coopération que la procédure était orale, ou si les parties n'ont rien prévu à cet égard, la juridiction fixe la date de l'audience, dès que l'affaire est en état, et convoque les parties par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Dans ce cas, l'audience est organisée selon les modalités prévues dans l'accord de coopération ou, à défaut, conformément aux chapitres VIII et IX.

Art. 22

Si les parties ont prévu dans l'accord de coopération que la procédure était écrite, la juridiction fixe la date de la délibération de la juridiction de coopération dès que l'affaire est en état.

CHAPITRE VIII**De l'audience****Art. 23**

Le président de la juridiction de coopération dirige les débats.

TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

- van het verzoek tot bijeenroeping van het samenwerkingsgerecht;
- van de memorie van antwoord;
- van de repliek;
- van de wederrepliek;
- in voorkomend geval, van de tussenvorderingen en de desbetreffende opmerkingen;
- van de bewijsstukken;
- van de onderzoeksmaatregelen waartoe beslist is en van de stukken, antwoorden en verslagen die ter uitvoering van die maatregelen ontvangen werden.

Art. 20

Tijdens de behandeling kan het dossier worden geraadpleegd door ieder van de partijen bij de overeenkomst dan wel door de persoon of personen die de partijen vertegenwoordigt of vertegenwoordigen en die in de vordering of in de memorie van antwoord aangewezen wordt of worden.

Art. 21

Indien de partijen in het samenwerkingsakkoord bepaald hebben dat de procedure mondeling gebeurt of indien de partijen daaromtrent niets beslist hebben, stelt het rechtscollege, zodra de zaak in staat van wijzen is, de datum van de zitting vast en roept hij de partijen op bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

In dat geval wordt de zitting georganiseerd op de wijze waarin bij het samenwerkingsakkoord voorzien is, of, bij gebreke daarvan, overeenkomstig de hoofdstukken VIII en IX.

Art. 22

Indien de partijen in het samenwerkingsakkoord bepaald hebben dat de procedure schriftelijk gebeurt, stelt het rechtscollege, zodra de zaak in staat van wijzen is, de datum van de beraadslaging van het samenwerkingsgerecht vast.

HOOFDSTUK VIII**Zitting****Art. 23**

De voorzitter van het samenwerkingsgerecht leidt de debatten.

TEXTES ADOPTÉS PAR LA COMMISSION**TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 24**

Chaque partie peut présenter elle-même ses moyens de défense.

Elle peut se faire représenter et assister par la personne ou les personnes désignée(s) dans la demande ou le mémoire en réponse.

Art. 25

L'audience est publique à moins que les parties ne renoncent expressément à la publicité.

Art. 26

A moins que l'accord de coopération ne règle la traduction des débats oraux et des écrits, chaque partie et chaque juge sont présumés connaître le français, le néerlandais et l'allemand.

Chaque juge peut utiliser l'une de ces trois langues.

Art. 27

Si une des parties régulièrement convoquée ne compare pas à la date fixée, la juridiction rend sa décision par défaut.

Cependant, le président doit reporter la date de l'audience si la ou les parties le demandent de commun accord ou si la partie absente invoque un empêchement légitime.

CHAPITRE IX**De la réouverture des débats****Art. 28**

Si, durant le délibéré, une pièce ou un fait nouveau et capital sont découverts par une partie comparante, celle-ci peut, tant que la décision n'a pas été prononcée, demander la réouverture des débats.

Art. 29

La demande contient l'indication précise de la pièce ou du fait nouveau.

Art. 24

Elke partij mag zelf haar middelen ter verdediging voorstellen.

Zij mag zich door de in het verzoek of de memorie van antwoord aangewezen persoon of personen laten vertegenwoordigen en bijstaan.

Art. 25

De zitting is openbaar, tenzij de partijen uitdrukkelijk van de openbaarheid afzien.

Art. 26

Behalve indien de vertaling van de mondelinge debatten en van de schriftelijke stukken in het samenwerkingsakkoord wordt geregeld, wordt iedere partij en iedere rechter geacht Nederlands, Frans en Duits te kennen.

Elke rechter mag een van deze drie talen gebruiken.

Art. 27

Indien een regelmatig opgeroepen partij niet binnen de vastgestelde termijn verschijnt, doet het gerecht uitspraak bij verstek.

De voorzitter moet evenwel de datum van de zitting uitstellen indien daarom door de partij of partijen in geen overleg verzocht wordt of indien de afwezige partij een wettige verhindering inroeft.

HOOFDSTUK IX**Heropening van de debatten****Art. 28**

Indien tijdens het beraad een verschijnende partij een nieuw stuk of feit van overwegend belang ontdekt, kan zij, zolang geen uitspraak is gedaan, om de heropening van de debatten verzoeken.

Art. 29

Het verzoek bevat de juiste omschrijving van het nieuwe stuk of feit.

TEXTES ADOPTES PAR LA COMMISSION

TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Elle est signée par la partie et notifiée à la juridiction et aux autres parties par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Art. 30

La partie défenderesse peut, dans les huit jours de la dénonciation et dans les mêmes conditions, adresser à la juridiction ses observations.

Art. 31

La juridiction peut ordonner d'office la réouverture des débats. Elle doit l'ordonner avant de rejeter la demande en tout ou en partie sur une exception que les parties n'avaient pas invoquée devant elle.

Art. 32

Si la réouverture des débats est ordonnée, la juridiction fixe le jour et l'heure où les parties qui ont comparu seront entendues sur l'objet qu'elle détermine. Les parties sont averties par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

CHAPITRE X

Du désistement

Art. 33

Sans préjudice des dispositions de l'accord de coopération réglant la procédure de la juridiction de coopération, les articles 820 à 827 du Code judiciaire relatifs au désistement sont applicables moyennant les adaptations nécessaires.

CHAPITRE XI

Du désaveu

Art. 34

Sans préjudice des dispositions de l'accord de coopération réglant la procédure de la juridiction de coopération, les dispositions des articles 35, 36 et 37 sont applicables au désaveu.

Het wordt door de partij getekend en bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs ter kennis van het rechtscollege en van de andere partijen gebracht.

Art. 30

De verwerende partij kan, binnen acht dagen na de kennisgeving en onder dezelfde voorwaarden, haar opmerkingen aan het rechtscollege zenden.

Art. 31

Het gerecht kan ambtshalve de heropening van de debatten gelasten. Het moet ze gelasten alvorens het verzoek geheel of ten dele af te wijzen op grond van een exceptie die de partijen voor het gerecht niet hadden doen gelden.

Art. 32

Als een heropening van de debatten wordt bevolen, bepaalt het gerecht dag en uur waarop de partijen die verschenen zijn, zullen gehoord worden over het onderwerp dat het gerecht vaststelt. De partijen worden bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs verwittigd.

HOOFDSTUK X

Afstand van geding

Art. 33

Onverminderd de bepalingen van het samenwerkingsakkoord die de procedure voor het samenwerkingsgerecht regelen, zijn de artikelen 820 tot 827 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de afstand van geding van toepassing, mits de nodige aanpassingen worden aangebracht.

HOOFDSTUK XI

Ontkentenis

Art. 34

Onverminderd de bepalingen van het samenwerkingsakkoord die de procedure voor het samenwerkingsgerecht regelen, zijn de bepalingen van de artikelen 35, 36 en 37 van toepassing op de ontkentenis.

TEXTES ADOPTES PAR LA COMMISSION**TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 35**

Dans le cas où un acte de procédure aurait été accompli au nom d'une partie en l'absence de toute représentation légale sans qu'elle l'ait ordonné, permis ou ratifié, même tacitement, elle pourra demander à la juridiction de le déclarer non avenu.

Il en sera de même des actes d'instruction accomplis et des décisions rendues ensuite de l'acte ainsi déclaré non avenu.

Les autres parties peuvent introduire les mêmes demandes à moins que la partie au nom de laquelle l'acte a été accompli ne le ratifie ou ne le confirme en temps utile.

Art. 36

La demande de désaveu est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, à la juridiction, à la partie adverse et, le cas échéant, aux autres parties à l'accord ou aux parties au différend visé au § 3 de l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 37

La juridiction peut, à la demande d'une partie, refuser de faire état de l'offre, de l'aveu ou de l'acquiescement qui ne seraient pas justifiés par la signature de celui dont ils émanent ou de son fondé de pouvoir spécial.

CHAPITRE XII**Des délibérations****Art. 38**

Lors de la clôture des débats, la juridiction fixe la date des délibérations.

Art. 39

Les délibérations de la juridiction de coopération sont secrètes. Tous les membres et le président doivent y prendre part.

Art. 35

Indien een proceshandeling wordt verricht namens een partij buiten iedere wettelijke vertegenwoordiging, zonder dat deze die handeling, zelfs stilzwijgend, heeft gelast, toegeheten of bekrachtigd, kan die partij het gerecht verzoeken de handeling van onwaarde te verklaren.

Dit geldt eveneens voor de reeds gedane onderzoeksverrichtingen en voor de beslissingen gewezen ingevolge de van onwaarde verklaarde handeling.

De andere partijen kunnen dezelfde vordering indienen, tenzij de partij namens wie de handeling is verricht, deze bekrachtigt of te gepasten tijde bevestigt.

Art. 36

De vordering tot ontkenning wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van het gerecht, de tegenpartij en, in voor komend geval, de andere partijen bij de overeenkomst of in het geschil bedoeld in § 3 van artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot her vorming der instellingen.

Art. 37

Op verzoek van een partij kan het rechtscollege weigeren het aanbod, de bekentenis of de berusting in aanmerking te nemen indien die niet worden bewezen door de handtekening van degene van wie ze uitgaan of van zijn bijzondere gevoldmachtigde.

HOOFDSTUK XII**Beraadslaging****Art. 38**

Bij de sluiting van de debatten, stelt het rechtscollege de datum van de beraadslaging vast.

Art. 39

De beraadslaging van het samenwerkingsgerecht is geheim. Alle leden en de voorzitter moeten er aan deelnemen.

TEXTES ADOPTES PAR LA COMMISSION

TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

CHAPITRE XIII

De la décision

Art. 40

La décision de la juridiction est rendue à la majorité absolue des voix. Ni les membres, ni le président ne peuvent s'abstenir.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 41

La décision de la juridiction est motivée.

Art. 42

La décision est établie par écrit dans la langue de chacune des parties et signée par le président et les membres. Si l'un ou plusieurs d'entre eux ne peuvent ou ne veulent signer, il en est fait mention dans la décision sans que celle-ci ne puisse comporter un nombre de signatures inférieur à celui qui correspond à la majorité absolue des voix.

Art. 43

La décision comprend notamment, outre les motifs et le dispositif, les indications suivantes :

1. les noms et domiciles des membres et du président;
2. les dénomination et siège des parties;
3. l'objet du litige et, le cas échéant, l'indication exacte de l'accord;
4. la date à laquelle la décision est rendue;
5. le lieu où la décision est rendue.

Art. 44

A moins que l'accord de coopération n'en dispose autrement, la décision peut être publiée intégralement, par extrait ou par mention au Moniteur belge, à l'intervention de toute partie.

HOOFDSTUK XIII

Beslissing

Art. 40

De beslissing van het rechtscollege wordt bij volstrekte meerderheid van stemmen gewezen. Nog de leden, noch de voorzitter mogen zich onthouden.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 41

De beslissing van het rechtscollege wordt met redenen omkleed.

Art. 42

De beslissing wordt schriftelijk opgesteld in de taal van elk van de partijen en ondertekend door de voorzitter en de leden. Indien één of meer van hen niet kunnen of niet willen ondertekenen, wordt daarvan melding gemaakt in de beslissing, zonder dat het aantal handtekeningen echter kleiner mag zijn dan het aantal dat met de volstrekte meerderheid van stemmen overeenstemt.

Art. 43

De beslissing bevat, naast de gronden en het beschikkende gedeelte, inzonderheid de volgende gegevens :

1. de namen en woonplaatsen van de leden en van de voorzitter;
2. de namen en zetels van de partijen;
3. het voorwerp van het geschil en, in voorkomend geval, de juiste opgave van het akkoord;
4. de datum waarop de beslissing is gewezen;
5. de plaats waar de beslissing is gewezen.

Art. 44

Tenzij in het samenwerkingsakkoord anders wordt bepaald, kan de beslissing integraal worden bekendgemaakt, bij uittreksel of met een vermelding in het Belgisch Staatsblad, door tussenkomst van gelijk welke partij.

TEXTES ADOPTES PAR LA COMMISSION**TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 45**

La décision est prononcée publiquement dans la langue de chacune des parties.

Art. 46

Le président de la juridiction de coopération notifie la décision signée conformément aux dispositions de l'article 42, à chacune des parties par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Art. 47

La décision a l'autorité de la chose jugée entre les parties. Elle n'est susceptible d'aucun recours.

Art. 48

La juridiction doit rendre sa décision dans le délai indiqué dans l'accord ou dans le délai fixé par les parties après la naissance du litige.

A défaut d'indication de ce délai, ou à défaut de nouvel accord entre les parties sur ce point, le délai ne pourra excéder six mois à compter du jour de la notification de la demande.

CHAPITRE XIV**De l'interprétation et de la rectification du jugement****Art. 49**

La juridiction qui a rendu une décision obscure, ambiguë, peut l'interpréter sans cependant étendre, restreindre ou modifier les droits consacrés.

Art. 50

La juridiction peut rectifier les erreurs matérielles ou de calcul qui seraient contenues dans une décision qu'elle a rendue sans cependant que puissent être étendus, restreints ou modifiés les droits qu'elle a consacrés.

Art. 45

De beslissing wordt in het openbaar uitgesproken in de taal van elk van de partijen.

Art. 46

De voorzitter van het samenwerkingsgerecht brengt de overeenkomstig de bepalingen van artikel 42 ondertekende beslissing ter kennis van elk der partijen, bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Art. 47

De beslissing heeft gezag van gewijsde tussen de partijen. Ze is niet vatbaar voor enig rechtsmiddel.

Art. 48

Het rechtscollege moet zijn beslissing wijzen binnen de in het akkoord vermelde termijn of binnen de termijn die na het ontstaan van het geschil door de partijen is gesteld.

Bij gebreke van vermelding van die termijn of bij gebreke van een nieuw akkoord tussen de partijen, mag die termijn niet meer bedragen dan zes maanden te rekenen van de dag van de kennisgeving van het verzoek.

HOOFDSTUK XIV**Interpretatie en verbetering van het vonnis****Art. 49**

Het rechtscollege dat een onduidelijke of dubbelzinnige beslissing heeft gewezen, kan die beslissing interpreteren zonder evenwel de bevestigde rechten te mogen uitbreiden, beperken of wijzigen.

Art. 50

Het rechtscollege kan verschrijvingen of misrekeningen verbeteren in een beslissing die het heeft gewezen, zonder evenwel de rechten te mogen uitbreiden, beperken of wijzigen die het heeft bevestigd.

TEXTES ADOPTES PAR LA COMMISSION**TEKSIEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE****Art. 51**

Les demandes d'interprétation ou de rectification sont notifiées à la juridiction par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception dans les deux mois de la notification de la décision.

Art. 52

L'interprétation et la rectification ne peuvent être décidées d'office.

Art. 53

La juridiction fait mention du dispositif de la décision interprétative ou rectificative en marge de la décision interprétée ou rectifiée.

Une copie est notifiée aux parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Aucune copie ni extrait de la décision interprétée ou rectifiée ne peut être délivrée s'il n'y est fait mention du dispositif de la décision interprétative ou rectificative.

CHAPITRE XV**Du remplacement et de la récusation des juges****Art. 54**

§ 1^{er}. Lorsque le président ou un membre meurt ou ne peut, pour une raison de droit ou de fait, remplir sa mission, s'il refuse de l'assumer ou ne l'accomplit pas, ou s'il est mis fin à sa mission d'un commun accord entre les parties, il est pourvu à son remplacement conformément aux règles applicables à sa désignation.

§ 2. A défaut du remplacement du président ou du membre défaillant selon le paragraphe 1^{er} ou, lorsque le président ou le membre désigné en remplacement, en vertu du paragraphe 1^{er} ne remplit pas sa mission pour les raisons prévues par ce même paragraphe, le président en exercice de la Cour d'Arbitrage, saisi à la demande de la partie la plus diligente, par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception, désigne un nouveau membre ou un nouveau président après avoir entendu toutes les parties.

Art. 51

De verzoeken tot interpretatie of verbetering worden aan het samenwerkingsgerecht ter kennis gebracht bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs binnen twee maanden na de betrekking van de beslissing.

Art. 52

Tot interpretatie en verbetering kan niet ambts-halve besloten worden.

Art. 53

Het samenwerkingsgerecht maakt melding van het beschikkende gedeelte van de interpretatieve of verbeterende beslissing op de kant van de geïnterpreteerde of verbeterde beslissing.

Een afschrift wordt aan de partijen ter kennis gebracht bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Geen afschrift of uittreksel van de geïnterpreteerde of verbeterde beslissing mag afgegeven worden indien geen melding wordt gemaakt van het beschikkende gedeelte van de interpretatieve of verbeterende beslissing.

HOOFDSTUK XV**Vervanging en wraking van de rechters****Art. 54**

§ 1. Wanneer de voorzitter of een lid overlijdt of zijn opdracht niet kan uitoefenen wegens een reden in rechte of een feitelijke reden, indien hij weigert zijn functie op te nemen of deze niet vervult, of wanneer aan zijn functie een einde wordt gemaakt met het gezamenlijke akkoord van de partijen, wordt in zijn vervanging voorzien overeenkomstig de regels van toepassing op zijn aanwijzing.

§ 2. Bij gebreke van vervanging van de voorzitter of van een lid dat in gebreke blijft zoals bepaald is in § 1, of wanneer de voorzitter of het lid aangewezen ter vervanging overeenkomstig § 1, zijn functie niet vervult omwille van de in dezelfde § 1 aangehaalde redenen, wijst de fungerende voorzitter van het Arbitragehof, tot wie de meest gerechte partij een aanvraag richt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, een nieuw lid of een nieuwe voorzitter aan nadat alle partijen zijn gehoord.

TEXTES ADOPTES PAR LA COMMISSION**Art. 55**

§ 1^{er}. Le président et les membres peuvent être récusés pour les mêmes causes que celles qui donnent lieu à la récusation des juges de l'ordre judiciaire aux termes de l'article 828 du Code judiciaire.

§ 2. Une partie ne peut récuser le membre qu'elle a désigné que pour une cause dont elle a eu connaissance après cette désignation.

§ 3. La récusation est notifiée au président et aux membres, par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception dès que le récusant a eu connaissance de la cause de récusation.

§ 4. Dès la notification de la récusation, le président et les membres surseoient à statuer.

§ 5. Si, dans les trois jours de la notification de la récusation qui lui a été faite, le président ou le membre récusé ne s'est pas déporté, le président de la Cour d'Arbitrage se prononce sur la récusation à la demande de la partie la plus diligente, le membre récusé et le récusant préalablement entendus.

CHAPITRE XVI**Des frais****Art. 56**

Dans les limites déterminées par l'accord de coopération, les frais de fonctionnement de la juridiction de coopération, la rémunération du président et des membres, et les frais d'expertise ou d'enquête ordonnée par la juridiction sont supportés par les parties au litige, à parts égales, sans préjudice de l'article 294, alinéa 2 du Code juridique.

CHAPITRE XVII**Disposition finale****Art. 57**

La présente loi entre en vigueur à la même date que la loi visée aux articles 59bis, § 6 et 115 de la Constitution.

TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE**Art. 55**

§ 1. De voorzitter en de leden kunnen worden gewraakt om dezelfde redenen die aanleiding geven tot het wraken van de rechters van de rechterlijke orde overeenkomstig artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 2. Alleen voor een reden waarvan ze kennis heeft gehad na de aanwijzing, kan een partij het door haar aangewezen lid wraken.

§ 3. De wraking wordt ter kennis gebracht van de voorzitter en de leden bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, zodra de wrakende partij in kennis is gesteld van de reden tot wraking.

§ 4. Zodra de wraking ter kennis is gebracht, schorten de voorzitter en de leden de uitspraak op.

§ 5. Indien de gewraakte voorzitter of het gewraakte lid zich binnen drie dagen na de kennisgeving van de wraking niet onbevoegd heeft verklaard, spreekt de voorzitter van het Arbitragehof zich uit over de wraking ten verzoeken van de meest gerechte partij, waarbij het gewraakte lid en de wrakende partij vooraf worden gehoord.

HOOFDSTUK XVI**Kosten****Art. 56**

Binnen de beperkingen vastgesteld in het samenwerkingsakkoord, worden de werkingskosten van het samenwerkingsgerecht, de vergoeding van de voorzitter en de leden, en de kosten voor deskundigenonderzoek en de onderzoeksverrichtingen die door het gerecht bevolen worden, gelijkelijk ten laste genomen door de partijen bij het geschil, onvermindert het bepaalde in artikel 294, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

HOOFDSTUK XVII**Slotbepaling****Art. 57**

Deze wet treedt in werking op dezelfde datum als de in de artikelen 59bis, § 6, en 115 van de Grondwet bedoelde wet.

TEXTES ADOPTES PAR LA COMMISSION

TEKSTEN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

— II —

**Projet de loi portant application de l'article 110, § 2, alinéa 2 de la Constitution.
(nouveau projet de loi)**

Article unique

Dans les cas non prévus par l'article 11 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions, les Conseils ne sont pas autorisés à lever des impôts dans les matières qui font l'objet d'une imposition par l'Etat, ni à percevoir des centimes additionnels aux impôts et perceptions au profit de l'Etat, ni à accorder des remises sur ceux-ci.

— II —

**Wetsontwerp houdende uitvoering van artikel 110, § 2, lid 2 van de Grondwet.
(nieuw wetsontwerp)**

Enig artikel

In de gevallen die niet voorzien zijn in artikel 11 van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, zijn de Raden niet gemachtigd om belastingen te heffen op de materies die het voorwerp uitmaken van een belasting door de Staat, noch opcentiemen te heffen op belastingen en heffingen ten voordele van de Staat, noch kortingen hierop toe te staan.